



HAL
open science

De l'eau en Alentejo. Marge, barrage et patrimonialisation

Fabienne Wateau

► **To cite this version:**

Fabienne Wateau. De l'eau en Alentejo. Marge, barrage et patrimonialisation. *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 2004, 18, " Portugal, Hommage à François Guichard ", pp.53-60. halshs-00509964

HAL Id: halshs-00509964

<https://shs.hal.science/halshs-00509964>

Submitted on 17 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru sous sa version définitive corrigée et illustrée dans : *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-ouest* 18, « Portugal, Hommage à François Guichard », Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2004 : 53-60.

De l'eau en Alentejo : marge, barrage et patrimonialisation

Fabienne WATEAU
Ethnologue, CNRS Montpellier

Depuis le 8 février 2002, date de la fermeture des portes du barrage d'Alqueva, le plus grand plan d'eau d'Europe est en train de se former dans la région la plus aride du Portugal. De l'eau en Alentejo, l'idée en est presque saugrenue, dans cet espace où les cultures sèches et l'élevage sont à la base de l'économie, où les paysans n'ont aucune pratique de l'irrigation et où les terres continuent d'appartenir à de grands propriétaires de la ville. Prévu pour atteindre la cote maximale de 152, il s'étalera bientôt sur 250 km² (215 km² au Portugal, 35 km² en Espagne, soit quatre fois la surface de la ville de Lisbonne), se déployant sur une distance de 83 kilomètres pour un périmètre de berges de 1100 kilomètres, retenant un total de 4 150 hm³ d'eau (dont 3150 utiles). Le grand lac du barrage d'Alqueva est venu colorier en bleu la zone plus intérieure et désolée de l'Alentejo, se répandre sur les terres jaunes et autrefois mouchetées du vert des chênes et des oliviers¹, et occuper désormais l'espace blanc du bord de la page de la région, une des marges du pays que l'Histoire a construit au fil des années.

¹ Plus d'un million d'arbres (oliviers, chênes verts, chênes liège, etc.) ont été arrachés pour ce programme de développement régional.

Retenir plutôt que produire

La région de l'Alentejo qui représente un tiers du territoire national et ne compte plus aujourd'hui que 5 % de la population n'a jamais été une terre très habitée. Ses sols peu fertiles et secs, sa position intermédiaire entre Lisbonne la capitale et l'Algarve la touristique, ont fait d'elle un angle mort (Brunet, 1990). Au regard de son activité économique très faible et de sa démographie en chute constante, elle a été considérée par Bruxelles comme l'une des régions les plus pauvres d'Europe. À titre indicatif, le canton de Beja se situait parmi les plus défavorisés du pays dans les années 1980, avec des indicateurs battant tous les records du « moins bon » sur le territoire continental : mortalité la plus haute ; natalité la plus basse ; conditions d'habitation des foyers les pires ; PIB le plus faible (rien de supérieur à 0,6% comme valeur brute de production) ; le moins de téléphone ; le moins d'emploi féminin dans le tertiaire ; le moins d'établissements de commerce par tête d'habitants ; le moins bien servi en termes d'infrastructure générale (Mattoso, 1998 : 18).

L'historien José Mattoso rappelle pourtant qu'aux époques romaine et musulmane l'Alentejo, et notamment la ville de Beja, se trouvait au cœur d'un réseau important de voies de communications interrégionales, articulé autour du commerce du blé, du bétail, de la laine et des minéraux précieux (Mattoso, 1998). Au XVI^e siècle, progressivement, la production alentejane revient à la capitale de l'Empire ; mais ceux qui possèdent laine et blé sont les ordres militaires et l'Eglise, ce qui réduit la circulation, tandis que les investissements des grands agriculteurs travaillant les domaines seigneuriaux (*herdades*) sont faits à la cour du roi et dans les villes, et non pas dans les terres où le blé est produit. Néanmoins, avance l'historien, l'Alentejo continue de profiter d'une activité économique considérable avec les villes de l'Atlantique, son déclin et son isolement survenant avec les destitutions des terres des seigneurs et l'insécurité provoquées par les guerres : Guerre de Restauration (1640-1668), Guerre de Succession en Espagne (1703-1713) et les invasions napoléoniennes (1801-1814). « Ces guerres qui tuent et vident les espaces de frontières et en atrophiaient aussi les activités économiques, les séparant des centres de production et de consommation capables de vivifier son économie » (op.cit. : 20). Pourtant l'Alentejo est toujours le « grand grenier national » au milieu du XIX^e siècle, offrant encore à la capitale 80 % de la production nationale de blé, 30 % de l'huile d'olive et 30 % du bétail en 1852. Mais l'économie régionale ne sert plus que les intérêts de ceux qui vivent hors de l'Alentejo, l'Alentejo s'étant peu à peu transformé en une sorte de colonie de Lisbonne depuis la fin du XVI^e siècle. Cette mauvaise conscience des Portugais vis-à-vis de l'Alentejo, ajoute l'historien, n'a toujours pas disparu, « inspirant divers programmes de « sauvetage » (*salvação*)², jamais adaptés à la réalité ou en mesure d'apporter des résultats satisfaisants. Ainsi en a-t-il été des campagnes de défrichements qui ont déséquilibré le système fragile de production basé sur la complémentarité bétail, collecte, culture intensive des jardins ; de la distribution de la propriété inaliénable (Église, État) par le libéralisme, qui finalement a augmenté le nombre de latifundiaires ; de la campagne du blé qui n'a fait qu'épuiser les terres frontalières déjà peu fertiles qui finalement a servi à discréditer la capacité des Alentejanos à pouvoir gérer la terre qui jamais ne leur a appartenu ; et des plans d'irrigation avec construction de barrages qui jamais ne profiteront aux petits propriétaires » (Mattoso, 1998 : 28).

Quant au XX^e siècle Salazar imagine, à l'instar de son homologue espagnol Franco, que l'occupation des terres de l'Alentejo pourrait se faire par l'eau, en établissant des « colonisations » comme en Espagne, quitte à transférer les petits paysans du Minho plutôt que de les voir émigrer

² Le terme de *salvação de l'Alentejo* est très complexe à traduire et à expliquer, car il réunit un ensemble diversifié de notions. *Salvação*, qui littéralement devrait se traduire par « sauvetage » renvoie ici et par opposition à une expression courante : *O Alentejo, terra perdida*, « l'Alentejo, terre perdue ». Ce *perdida* désigne à la fois l'éloignement, le « bout du monde » et une forme de désespoir. Mais le terme peut se traduire aussi par « sortie vers le haut », ouverture, évoquant un peu l'idée de respiration, de dépassement, de dépassement de soi-même, conférant au terme le sens d'une action venant de l'intérieur et non pas seulement un sauvetage venant de l'extérieur. Je remercie pour son aide à la compréhension du terme Jorge Portugal Branco.

vers l'étranger, l'idée du grand barrage d'Alqueva est lancée. L'objectif principal n'est alors pas tant de produire, rentable ou en abondance, que d'attirer et de retenir des populations, ou encore d'arriver à les fixer. Car depuis le XIX^e siècle un problème grave se pose à l'échelle de la région mais aussi et surtout à l'échelle nationale : l'émigration massive qui saigne les forces vives du pays. « Le barrage était finalement moins fait pour retenir l'eau que pour retenir l'homme » en avait conclu notre ami François Guichard. « Et pourquoi pas ? » (Guichard, 2003). Certes, le barrage devait aussi servir à irriguer dans le cadre du Plan d'irrigation de l'Alentejo, à produire de l'électricité, à assurer l'approvisionnement en eau des villes et villages³, à constituer une réserve d'eau stratégique et enfin à attirer le touriste. Mais il était et continue d'être associé à de vieux rêves : la division des terres de *latifundia* et la création de petites et moyennes propriétés irriguées (Ministério das obras públicas, 1963) ; le mythe de l'eau salvatrice transformant la région aride en une oasis de verdure ; le développement local et durable à partir d'une seule infrastructure qui irait « sauver la région de sa désertification tant physique qu'humaine » (Drain, 1996) en attirant la prospérité économique.

Créer une centralité dans un espace de périphérie relève sans doute du défi. Pourtant tel semble être, et chaque jour un peu plus, le véritable objectif d'Alqueva. Le plan d'irrigation est mis en marche mais ne sera opérationnel et complet, au mieux, qu'en 2025 ; la production d'énergie a en effet débuté en janvier 2004, mais elle reste réduite, constituant un apport supplémentaire à la production nationale mais ne s'imposant pas comme indispensable. Officiellement, Alqueva a servi à constituer une réserve stratégique d'eau. Réserve stratégique d'eau pour le pays, qui pourrait en manquer en période de grandes sécheresses, comme certaines années particulièrement torrides l'ont déjà montré, et porter préjudice aux zones balnéaires du grand sud de l'Algarve, aux golfs de l'Alentejo ou encore à la population, bien que réduite, des villes et villages aujourd'hui distribués autour du plan d'eau. Réserve stratégique d'eau contre l'Espagne, peut-on sans doute comprendre aussi, qui contrôle le débit du Guadiana et, dans la majeure partie des cas, la plupart des robinets qui alimentent le Portugal. Dépendant à plus de 50 % de sa voisine l'Espagne en matière d'eau, le Portugal se soucie davantage en effet, depuis quelques années, des accords de quantité et de qualité de l'eau dans le cadre d'une gestion planifiée des eaux de la péninsule Ibérique. « Le Portugal tout entier se situe à la périphérie de la périphérie sans différences régionales marquées en dehors de celles qui sont induites par les villes » commentait Michel Drain (1991) et, en Alentejo plus particulièrement, désormais présentée dans la presse nationale comme « la région dont le pays a besoin », les enjeux de développement sont considérables, fussent-ils associés à des politiques complexes et à des coûts techniques faramineux. En créant, effectivement, la plus vaste étendue d'eau d'Europe avec Alqueva, une centralité que l'on espère attractive de surcroît, il s'agit certes de rechercher un nouvel essor économique. Mais il importe aussi de gagner en représentation, tant au niveau national qu'europpéen, voire même mondial (Wateau, 2002), comme les colloques récents organisés dans la région le laissent entendre au regard de leurs intitulés : « *Alentejo et les autres mondes* » ou « *Alentejo, centre du Monde ?* ». Sans doute cette façon d'appréhender l'infrastructure technique, comme la région, s'explique-t-elle en partie par la légitimation des espaces identitaires qui s'effectue au Portugal de préférence à l'échelle locale, ou alors à l'échelle transnationale, pour ne pas dire du monde (Drain, 1991). Faire de l'Alentejo le centre du monde, d'un monde qui soit à la mesure de cette région, [...] devra passer obligatoirement par le désir le plus immédiat et le plus urgent des Alentejanos à communiquer avec l'extérieur précise pourtant José Mattoso (Mattoso, 1998). Cette recomposition des territoires, où « en fait c'est souvent sur les marges, spatiales et thématiques, que l'étude des articulations révèle le mieux les processus qui lient et délient les espaces » [...] permettra peut-être de voir « transmuter ces espaces de marge en espace-milieu, en nouvelles charnières centrales ». C'est au moins ce que François Guichard et son équipe escomptaient observer dans la péninsule Ibérique (Guichard, 2001 : 10).

³ Il avait été prévu pour l'approvisionnement en eau à 600 000 habitants, soit par estimation 63,8 % de la population totale de l'Alentejo en 1980 (Ministério das obras públicas, 1963)

L'envie d'y croire

D'après une étude sur les perceptions de la région Alentejo à l'échelle nationale en 1996⁴, aux images négatives de pauvreté, d'isolement et de marginalité, se combinaient des images « d'espérance pour le futur ». Et le barrage d'Alqueva apparaissait spontanément parmi les issues possibles, au côté de la régionalisation, du patrimoine culturel et architectural, de la gastronomie, de la musique alentejana, de l'artisanat de qualité, etc. C'est dans ce « scénario de périphérismes qu'émerge donc aujourd'hui la centralité de l'Alentejo » (ou plutôt l'attractivité de certains pôles) « en termes de qualité environnementale », avance le géographe Fernandes (Fernandes, 1998 : 508).

L'Entreprise de développement des infrastructures d'Alqueva (EDIA), à la fois héritière et responsable aujourd'hui de ce vieux programme, entretient bien sûr cette image valorisante, présentant le barrage comme un projet de développement régional « *car la région est pauvre en eau* », et n'hésitant pas, depuis sa construction, à en faire un monument régional : « *le sauvetage de l'Alentejo, c'est le barrage* ». Ou encore, depuis le jour de la fermeture des portes du barrage en mars 2002, « *Le jour d'Alqueva est pour l'Alentejo le jour où son futur est né* »⁵. Elle conforte l'idée de « sauvetage par la technologie », vantant les avatars de la modernité technique, même si la destination du grand barrage importe moins ici que la réalité de sa réalisation. Car c'est en effet cette réalisation conclue qui est significative à l'échelle du pays, et exportable à l'étranger, servant la reconnaissance du Portugal au sein de l'Union Européenne qui a financé la moitié de la construction du barrage et les deux tiers du réseau d'irrigation (Vergés, 2004). Comme a fini par le révéler un des ingénieurs de la Edia « *le barrage a déjà tellement coûté qu'on va le terminer, et après on verra bien ce qu'on en fera* ». Mais n'en doutons pas, cette infrastructure aura des fins multiples et servira, pour reprendre les termes de François Guichard à propos des barrages actuels : d'excellent produit d'exportation de maîtrise acquise, projetant du pays une image valorisante ; d'excellent outil d'aménagement du territoire, lui redonnant une valeur stratégique nationale ; ou encore aidera à la création de nouveaux paysages promus au rang d'espaces touristiques (Guichard, 2003).

Du point de vue de la population locale⁶, les habitants de la région considèrent que le barrage ne peut qu'apporter des bienfaits, tant en termes économiques qu'en termes d'images. Il est à la fois l'infrastructure technique tant attendue, l'expression d'un espoir cultivé depuis de longues années par les différents partis politiques au pouvoir et la possibilité de faire de l'Alentejo éloigné un pôle attractif. L'Alentejo a tout à gagner : une nouvelle renommée, un renouveau de son tourisme, un intérêt économique. Et surtout rien à perdre. Au moins est-ce le discours régional partagé. Par-delà les quarante années d'intervalle entre la conception de ce barrage et sa réalisation, en d'autres termes, l'espoir régional est resté intact. Même si certains expliquent que l'histoire est déjà tellement ancienne qu'elle n'est plus la leur⁷ ou expriment leur méfiance : « *il y a trois ans, quand les travaux ont recommencé, personne à Alqueva ne pensait qu'il serait fait. On pensait que c'était encore une de ces manœuvres politiques pour dépenser quelques milliards d'euros, puis plus rien...* »⁸, la plupart revendique vivement l'aboutissement du projet, s'en prenant même aux détracteurs du barrage : « *nous en avons assez d'entendre parler les écologistes et les archéologues, qui possèdent l'air climatisé à la maison, pendant que nous nous n'avons même pas de travail pour garantir une table dressée* »⁹.

⁴ Analyse des perceptions et représentations de l'Alentejo dans la presse nationale (*Público* et *Visão*), réalisée par un géographe (Fernandes, 1998)

⁵ Bulletin d'information de la EDIA, juin-juillet 2003.

⁶ D'après les enquêtes que j'ai pu mener depuis 1998 en Alentejo, tant auprès des dirigeants politiques, des représentants du pouvoir local, des commerçants, des agriculteurs, du reste de la population, qu'en ville et dans les villages.

⁷ Un des habitants de Aldeia da Luz, le village noyé par le barrage et reconstruit (Wateau, 2003).

⁸ Un responsable du pouvoir local (*presidente de junta*) d'un des villages désormais situés au pied du plan d'eau.

⁹ Un autre responsable du pouvoir local d'un des villages situés au pied du plan d'eau (*Diário do Alentejo*, 1996)

La seule résistance manifeste¹⁰, en effet, est venue des écologistes portugais et espagnols réunis¹¹ qui, depuis les années 1980, ont tenté de s'opposer à la construction du barrage pour des raisons environnementales d'une part (destruction de plus d'un million d'arbres sur près de 24 000 hectares ; disparition d'espèces menacées : lynx ibérique, loutre, aigle doré ; risque important de salinisation ; absence de garantie d'eau suffisante en termes de quantité et de qualité, etc.) et pour des raisons sociales et économiques, d'autre part (coût de la construction des infrastructures qui ne peut être soutenu par les paysans ; pompage coûteux financé par l'argent européen, ce qui est contraire à la nouvelle PAC et à la nouvelle politique de l'eau ; pauvreté des terres et faible formation des agriculteurs, absence de nécessité d'irrigation complémentaire ou non intensive pour les meilleurs produits à produire dans la région). Leur requête principale était de limiter l'extension du plan d'eau à la cote 139, ce qui aurait permis selon leurs dires « de sauver presque la moitié des terrains et plus de 400 000 arbres ». Mais la contestation est restée vaine. Accepter ce compromis aurait signifié, par ailleurs, que le plan d'eau allait perdre sa particularité principale : celle d'être le plus grand lac de rétention d'Europe. Or, ce détail est loin d'être insignifiant. L'envie d'y croire est la plus forte en Alentejo, comme finalement aussi à l'échelle du pays.

Colorier la carte en bleu

Dès les années 1998, le gouvernement socialiste en place a voulu distinguer les localités les plus proches du plan d'eau en leur attribuant un qualificatif particulier et attractif qui leur donnerait droit à une reconnaissance et à un traitement spécial. Il s'agissait en fait de patrimonialiser ces villages et ces bourgades, même si le terme ne fut pas employé. La patrimonialisation est un processus d'attribution d'un sens qui va pouvoir être partagé avec de nouveaux acteurs [...] un processus par lequel une grande partie des objets qui se rapportent à la ruralité sont promus au rang de patrimoine (Chevallier, Chiva & Dubost, 2000 : 30-43). Et ces villages et bourgades soudain reliés entre eux ont constitué, en quelques sortes, ces objets de la ruralité. À l'origine, cinq villages avaient obtenu le label officiel de « villages de l'eau » (*aldeias de água*) (Luz, Estrela, Granja, Alqueva et Amieira) et quatre bourgades celui de « villes historiques » (*vilas históricas*) (Juromenha, Monsaraz, Reguengos de Monsaraz et Mourão). Aujourd'hui ce sont quatorze, puis seize agglomérats de population qui ont reçu cette distinction, et aux neuf lieux initiaux ont donc été ajoutés : Telheiro, Campinho, S. Marcos do Campo, Póvoa de S. Miguel, Pedrógão, Marmelar, Orada, Capelins, Monte do Trigo¹². Ils constituent désormais un ensemble de sites susceptibles d'apparaître sur les prospectus de promotion touristique. Le gouvernement de centre droit (PSD) actuel, reconduisant le processus, propose pour ces seize villages un programme AQUA (programme d'environnement et de qualité urbaine des agglomérats d'Alqueva) qui consiste en un plan spécifique d'investissement régional destiné à « *promouvoir et qualifier l'espace urbain et environnemental des villages au pied des lacs du barrage d'Alqueva et de Pedrógão, à valoriser leur dimension historico-culturelle [...] et à fournir les infrastructures nécessaires à leur développement vis-à-vis du plan d'eau [...] car, à très court terme, se feront sentir avec la plus grande intensité les effets du lac d'Alqueva [...] parce que ce sont ces villages qui ont vu une partie de leur territoire submergé et parce que c'est sur eux que va s'exercer la plus grande pression de visiteurs au plan d'eau sans qu'ils n'aient été préparés* »¹³. D'une façon générale, les propositions de développement local pour ces villages envisagent la création

¹⁰ Dans l'histoire de la construction du barrage d'Alqueva, les épisodes de conflits et de suspension de travaux ont été récurrents. En 1978, par exemple, les travaux ont été suspendus « afin de ne pas renforcer une réforme agraire que le gouvernement combattait alors avec vigueur ». Voir Drain (1996 : 45). Mais plus récemment, seuls les écologistes se sont positionnés nettement.

¹¹ Il s'agit des associations FAPAS, GEOTA, LPN, QUERCUS et ADENEX, toutes membres du Conseil ibérique pour la protection de la Nature (CIDN).

¹² Terena fit partie un temps de cet ensemble, mais a été retiré de la liste. Les derniers intégrés sont Capelins, Monte Trigo, Orada.

¹³ Durão Barroso, premier ministre du gouvernement actuel (jusqu'août 2004), dans une interview accordée à la EDIA et aux extraits publiés dans son bulletin d'information de janvier 2004.

d'un poste de tourisme, l'amélioration ou l'agrandissement des voies d'accès, la récupération des bâtiments d'intérêt public et du patrimoine historique, parfois la construction d'un « hôtel rural » ou d'auberges de jeunesse, des cafés et des restaurants, des zones de loisirs (aménagement des bords du lac, chemins pédestres et fluviaux, circuits à vélo et à cheval), des quais, des points de vente d'artisanat et de produits régionaux, etc. La patrimonialisation effective de ces villes et villages est en cours. Elle s'inscrit dans une logique de mise en valeur d'un espace ou encore d'un ensemble formant un tout constitué de pôles attractifs différents, de curiosités compatibles et complémentaires. L'idée étant aussi de donner du sens et une forme à cette nouvelle recomposition du paysage physique et social.

Pour devenir une réalité procurant de surcroît quelques avantages économiques, encore faut-il que les populations s'approprient cette notion et trouvent maintenant les moyens de valoriser leurs espaces par des fêtes, des expositions ou toute autre activité qui distinguent et attirent. Or, un autre objet de la ruralité semble déjà avoir été trouvé : le plan d'eau lui-même. Sur une carte régionale de l'Alentejo de 1998, en effet, alors que le barrage n'est pas encore terminé et que ses portes ne seront fermées que quatre ans plus tard, en mars 2002, apparaît déjà le plan d'eau définitif, colorié d'un bleu qui se détache nettement du fond, mettant en valeur son étendue et, de fait, la place imposante qu'il occupe dans la région. Avant même d'exister, le plan d'eau était donc représenté. Le vieux village de Luz qui ne sera pourtant noyé qu'au printemps 2003¹⁴, lui, été rayé de la carte, tandis que le nouveau village construit pour le remplacer, à trois kilomètres de là, n'est pas mentionné. En 1998, il semble donc que le pas était déjà franchi pour les Alentejanos, ou tout du moins pour le cartographe ou la maison d'édition qui avait commandé cette représentation : dessiner le barrage et le plan d'eau sur la carte leur donnait une existence matérielle et invitait à les découvrir. Sur la carte nationale Michelin du Portugal édition de 2003, en revanche, le plan d'eau est figuré en pointillé, car les données ont été collectées en 2002 et que cette année-là le lac commençait juste à se remplir. Ici, la carte n'a pas encore été coloriée en bleu. Si l'existence future de ce grand plan d'eau est mentionnée, sa réalisation et sa réalité effectives ne sont pas encore confirmées. Les différences de vues et de représentations pour un même objet sont donc significatives : dans le premier cas l'objet est déjà adopté et promu au rang de patrimoine régional, à des fins touristiques, paysagères et économiques ; dans le second cas, où les enjeux sont inexistantes, la figuration dénuée d'affect est simplement indicative et formelle. La carte ne dit rien de plus que ce qu'il y a à voir (cf. fig. 2 « Les deux cartes »).

Autre signe d'appropriation lisible, plus nettement mercantile, la vente d'objet-souvenir, des assiettes ou des ramequins peints à la main à la mention tant recherchée : « Souvenir du barrage d'Alqueva ». Un temps, il s'agissait plus d'une initiative de marchands avertis que d'une véritable prise de conscience collective d'un patrimoine à valoriser. La vente ne se faisait que sur le parking du barrage. Et au vieux village de Luz, avant le déménagement, le maire en avait strictement interdit la vente, pour se protéger des commentaires dépréciatifs des journalistes ou de certains politiques pouvant l'accuser de « vendre » - et surtout de tirer profit de - la situation à la fois larmoyante et extraordinaire de sa commune. Aujourd'hui, depuis leur installation dans le nouveau village, les habitants sont autorisés à devenir marchands, soit à vendre des produits locaux et à défendre un patrimoine local soudainement plus sensible et partagé (cf. fig. 3).

Le barrage désormais construit se visite dessus, dedans et alentour. Des milliers de visiteurs nationaux et étrangers se sont déjà rendus sur le site, en sortie du dimanche avec leur voiture personnelle, ou en voyage organisé par des agences de tourisme, en bus.

Alqueva aura au moins servi à cela : à faire parler de lui et à attirer les badauds. Mais aussi à rapprocher une région de sa nation. Alqueva tellement attendu, désormais physiquement existant, l'est-il sans doute moins aujourd'hui pour ses performances ou ses miracles à destination de l'Alentejo que pour ce qu'il représente. Alqueva était une promesse qu'il fallait tenir, un

¹⁴ Le déménagement du vieux village de Luz a eu lieu pendant l'été 2002 et jusque janvier 2003. En mai 2003, le vieux village avait été entièrement démonté puis rasé et remblayé, il a progressivement été noyé à partir de juillet 2003. Voir Wateau, 2003.

investissement énorme pour le pays, la marque d'un intérêt national pour une région éloignée et marginale. Et la promesse a été tenue, malgré des années d'incertitudes. Sans doute est-ce cette prouesse l'acte le plus important pour le moment. Alqueva arrivera-t-il pour autant à retenir voire à attirer des habitants ? Le défi à relever reste de taille. Non sans inquiétude de surcroît, car en août 2004, le Ministre de l'Agriculture disait encore : « le gouvernement va avoir besoin de cinq ans pour connaître la destination d'Alqueva » (*Público*, 20/08/04). Quant à miser sur de l'eau en Alentejo pour développer de façon durable, « pour revitaliser les marges » (López Trigo, Guichard, Marrou, 2000), l'option demeure fort délicate et risquée au regard des incessants problèmes de qualité de l'eau qu'Alqueva – comme tant d'autres grands barrages dans le monde - rencontre déjà dans son lac.

Lisboa, septembre 2004

Bibliographie

BRUNET R., DOLLFUS O., 1990, *Mondes nouveaux*. Paris, Hachette/Reclus, coll. «Géographie universelle», 551 p.

CHEVALLIER Denis, CHIVA Isac et DUBOST Françoise, 2000, L'invention du patrimoine rural », in Denis Chevallier (dir.), *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, revue Autrement, collection Mutations, n°194, pp. 11-55

DRAIN Michel, 1991, « Les identités régionales de la péninsule ibérique », *L'identité régionale. L'idée de région dans l'Europe du Sud-ouest*, CENPA-Maison des pays ibériques, Ed. du CNRS, Paris, pp. 28-33.

DRAIN Michel, 1996, « La Péninsule Ibérique », M. Drain (dir.) « Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne », *Espace rural*, 36, Université Paul Valéry, Montpellier, pp. 19-47.

DRAIN Michel (dir.), 2003, *Politiques de l'eau en milieu méditerranéen. Le cas de la péninsule Ibérique*, Collection de la Casa de Velázquez n°82, Madrid, 274 p.

FERNANDES, João Luís, 1998, « O Alentejo no contexto dos periferismos geoeconómicos do território nacional - a percepção de uma identidade », *Inforgo*, n°12 & 13, pp 495-509.

GUICHARD François (textes réunis et présentés par), 2001, *Articulation des territoires dans la Péninsule Ibérique*, Presses Universitaires de Bordeaux, Bordeaux.

GUICHARD François, 2003, « Réflexions autour de deux conflits pour l'eau au Portugal : Alqueva et le Côa », in Michel Drain (dir.), *Politiques de l'eau en milieu méditerranéen. Le cas de la péninsule ibérique*, Collection de la Casa de Velázquez n°82, Madrid, pp 236-249.

LOPEZ TRIGO Lorenzo, GUICHARD François, MARROU Louis (Coords.), 2000, *Itinerarios transfronterizos en la Península Ibérica*, Fundación Rei Afonso Henriques, Zamora, 298 p.

MATTOSO José, 1998, « Alentejo não tem sombra, senão a que vem do céu », *Revista Arquivo de Beja*, vols.VII/VIII, série III, Actas das II Jornadas « O Alentejo e os outros mundos », Beja, pp 15-30.

VERGES Josep C., 2004, « La cría del elefante blanco europeo en el Guadiana », in J. Martínez Gil (coord.) *Una nueva cultura del agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*, Fundación Nueva Cultura del Agua, Navarro & Navarro impresores, Zaragoza, pp. 335-348.

WATEAU Fabienne, 2002, « Du Portugal à l'Europe. Effets d'échelles de Melgaço à Alqueva », *Lusotopie* 2002/2, pp. 165-176.

WATEAU Fabienne, 2003, « Construction de barrages, reconstruction des identités. Jeux de pouvoir dans la péninsule Ibérique », *Ateliers* n° 26 « Identités, national et globalisation », Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, pp. 269-285.

WATEAU Fabienne, 2003, « Ceux qui avaient le plus ont le moins et ceux qui avaient le moins ont le plus. Barrage et qualité de vie au Portugal », *Revue de l'économie méridionale*, vol.51 n°201-202, Montpellier, pp. 269-275